

" POUR L'AMNISTIE GENERALE ",

un mot d'ordre, jadis de propagande,
aujourd'hui d'agitation et d'action !

*****g*****

Depuis au moins deux mois, le régime réactionnaire destourien s'attèle par tous les moyens à convaincre l'opinion et à accréditer la thèse de la "nouvelle politique d'ouverture" inaugurée par le nouveau premier ministre, Mohamed Mzali. Ainsi, l'éclipse que connaissent les tenants de la politique du coup de poing et de la répression toute azimut du genre Sayah et Ferhat, constitue de fait leur écartement progressif, et rentre dans le cadre de cet effort gouvernemental.

Dans le même sens, le premier ministre Mzali multiplie les déclarations publiques d'apaisement et les promesses dans les colonnes de la presse nationale et internationale et sur les radios et télévisions tunisienne et étrangères. Ces déclarations et ces promesses nous apprennent que :

1°- Les prisons seront vidées d'ici le 3 Août 80 de tous les prisonniers politiques et syndicalistes.

2°- Les mesures qui frappent un grand nombre d'exprisonniers et syndicalistes en liberté seront levées.

3°- Les exilés politiques à l'étranger peuvent rentrer désormais chez eux sans courir de risque.

4°- La centrale syndicale ouvrière (U.G.T.T) et celle estudiantine (U.G.E.T) auraient leur congrès extraordinaire respectif en vue de résoudre leur crise.

5°- Que les droits démocratiques, notamment ceux de la liberté de presse et d'expression et d'opinion seraient établis

Analysant ces déclarations officielles et ces promesses en rapport avec la situation sociale, économique et politique en Tunisie durant ces dernières années, le Comité d'Information et de Défense des Victimes de la Répression en Tunisie (C.I.D.V.R.T) conclue que :

1°) Il y a une reconnaissance implicite, aussi timide soit-elle, de la part du régime destourien de l'échec de sa politique, notamment celle tendant coûte que coûte à mettre sous ses bottes les deux centrales syndicales, l'UGTT et l'UGET, et à étrangler toute liberté démocratique.

2°) Cette reconnaissance implicite de son échec ne traduit en rien un changement, ni de sa nature, ni de son orientation politique générale. Le régime tunisien est et reste un régime anti-populaire, à la solde de l'impérialisme.

3°) Cette reconnaissance traduit au contraire, une incrédibilité accentuée, voire un discrédit du régime sur le plan extérieur, et surtout un isolement grandissant sur le plan intérieur; Les luttes, freinées après le coup sanglant du 26 Janvier 78, sont en train de reprendre de plus en plus. - Tijani Abid, imposé à la centrale syndicale, l'UGTT, loin de redresser la situation, il l'a plus compliquée pour le régime...

4°) Ces déclarations et promesses, si elles seront réellement retenues et appliquées, constituent donc les concessions que le régime destourien doit accorder avec l'espérance de rétablir un tant soit peu son image de marque ternie comme jamais elle ne l'a été ces dernières années; et dans le but d'éteindre les conflits sociaux de plus en plus fréquents et de plus en plus profonds.

5°) Le Comité conclue en fin, que dans cette situation, il comprend et soutient activement la campagne déclanchée par le mouvement démocratique à l'intérieur du pays sur le thème de l'Amnistie Générale en vue d'acculer le régime à ne pas revenir sur ses promesses et de le pousser dans les conditions de sa crise, de sa faiblesse et de ses difficultés présentes, à aller plus loin dans ses concessions.

6°) Le Comité fait appel à l'opinion démocratique en France et notamment aux démocrates tunisiens pour qu'ils ne restent pas les bras croisés à regarder en spectateurs passifs les événements passer sous leurs yeux. Le Comité les invite à prendre part à la pression exercée actuellement sur le régime par le mouvement démocratique, notamment par la base de l'UGTT qui revendique ouvertement son congrès extra-ordinaire et l'Amnistie Générale pour tous les prisonniers politiques et syndicalistes.

Le CIDVRT, Paris le 18 Juillet 1980

Imp. Spéc.